

Toujours en résistance contre l'état d'urgence !

Ce 14 novembre 2016, cela fait un an que la France vit sous état d'urgence. Pour le pouvoir, ce dispositif sert à réprimer les contestations sociales et à limiter nos libertés : interdictions de manifestations revendicatives, assignations à résidence, perquisitions de jour comme de nuit hors de tout cadre judiciaire, couvre-feu, fermeture de lieux de réunion, etc. Décrétées dans un élan d'« union nationale », ces mesures conduisent à l'isolement des individus et à l'exclusion des musulman·e·s ou supposé·e·s tel·le·s, de quoi nourrir les rancœurs et l'extrémisme. Rappelons que la loi sur l'état d'urgence, promulguée à l'occasion de la guerre d'Algérie et appliquée contre les indépendantistes kanaks en 1984, puis en novembre 2005 pour mater les révoltes dans les banlieues, a une histoire intimement liée au colonialisme et au racisme d'État.

L'état d'urgence prétend s'inscrire dans une lutte contre des groupes prônant la loi islamique, liberticide, réactionnaire et destructrice des droits des minorités. L'État y oppose des dispositions qui tendent finalement vers ce qu'il prétend combattre. On voit que l'objectif réel n'est pas d'empêcher de nouveaux attentats mais de rassurer une certaine frange de l'électorat.

Contrairement à ce que les médias tentent de nous faire croire, ces mesures sont ni « exceptionnelles », ni « ciblées ». Dès le début, profitant des « facilités » de l'état d'urgence pour perquisitionner à tout-va ou assigner à résidence, les « forces de l'ordre » ont visé des consommateur·trice·s de cannabis, des sans-papiers reconduit·e·s ensuite à la frontière, des militant·e·s anticapitalistes et écologistes à qui on a simplement reproché la présence à certaines manifestations ou la distribution de tracts, des citoyen·ne·s lambda... Des perquisitions qui, sur de vagues soupçons, débouchent sur le saccage violent du domicile. Des assignations à résidence qui sont toujours un enfer empêchant toute vie normale, pendant des mois.

Fortes d'un climat de confiance aveugle, la police et la gendarmerie,

dépassant largement le cadre de la lutte contre le terrorisme, multiplient les abus et les actes violents.

Ailleurs, en Turquie, l'état d'urgence décrété suite au coup d'État

militaire de juillet 2016 est un outil de répression violente des populations civiles, Kurdes particulièrement : Arrestations, emprisonnements, assassinats, censure, etc. Si la France n'en est pas arrivée à ce degré d'autoritarisme, il faut bien prendre conscience que l'état d'urgence est global et relève partout de la même logique de mise au pas des populations, dans un climat de connivence des pouvoirs : les Kurdes assassiné·e·s en Turquie sont durement réprimés ici par la police française quand ils manifestent contre le régime d'Erdogan.

En jouant sur une mise en scène émotionnelle suite aux attentats du 13 novembre, le gouvernement français s'est empressé de brader nos droits et de faire adopter une flopée de lois liberticides.

Nous avons eu ainsi l'extension de l'armement des polices municipales et de la police nationale, avec des armes de plus en plus lourdes et dangereuses), une surveillance de masse et des limitations supplémentaires des libertés pour les utilisateur·trice·s d'Internet, la loi Transport qui a durci la répression des « fraudeu·euse·rs », etc.

Pendant le mouvement contre la loi travail, de nouvelles stratégies policières ont été mises en place (manifestations interdites, nasses...) ; des camps de migrant·e·s sont régulièrement expulsés « proprement » ; un décret mettant en place un fichier central des cartes d'identité, est paru récemment, aggravant ainsi le fichage généralisé et facilitant encore le travail de la police...

Dans une circulaire du 20 septembre 2016, l'État cible particulièrement des mouvements sociaux en durcissant sa politique pénale : remise au goût du jour des délits d'entrave à travaux et de provocation à la rébellion, encouragement à utiliser les délits de participation à manifestation interdite, participation à attroupement avec ou sans arme, association de malfaiteurs, etc.

Et ce n'est pas terminé : cette politique sécuritaire décomplexé les forces les plus réactionnaires. Des centres d'accueil de migrant·e·s sont incendiés ou sont la cible de tirs d'armes à feu en toute impunité, la police réclame encore plus de « moyens » pour exercer une répression violente en manifestant cagoulée et armée, soutenue par des groupuscules d'extrême-droite.

Cela fait déjà un an que ça dure, à nous de reprendre l'initiative afin de changer le rapport de force. Ressaisissons-nous de l'énergie et de la détermination des luttes du printemps dernier, cette force est encore vivante et doit permettre de poursuivre la lutte contre l'état d'urgence et contre la guerre !

SEJNES: RESPECTEZ LES FORCES DE L'ORDRE, LA POLICE EST POUR LE DIALOGUE!



Mercredi 16 novembre - 17h30
Place Bouffay
Infokiosque/Banquet/Débat/Manif